AUX CITOYENS
REPRESENTANS DU PEUPLE,

MEMBRES DU CORPS LÉGISLATIF.

Pétition présentée au mois de thermidor, an 5.

MÉMOIRE à l'appui de la Pétition présentée par les ARQUEBUSIERS de Paris, pour la suppression des atteliers d'armes nationaux de Versailles et de Paris.

LE désordre amené par le régime révolutionnaire dans toutes les branches de l'administration, donna naissance à tous les abus. On avoit élevé à grands frais, pour la fabrication des armes, divers atteliers, pour l'établissement desquels on se garde bien de calculer l'avantage des localités et l'intérêt de la République. Le même pouvoir qui désorganisoit d'anciennes et utiles manufactures, en faisoit, de leurs débris, élever de nouvelles dans tous les quartiers de Paris, que la terreur alimenta pendant quelque temps.

La manufacture d'armes de Versailles fut de ce nombre. Mais ce qui paroîtra plus étonnant, c'est que presqu'en même-temps et dans ces époques malheureuses, on la destina à la fabrication d'armes de luxe; et, pour cet effet, on y entassa jusqu'à mille ouvriers, dont partie avoit été arrachée, par force et par requisition, à leurs propres atteliers : les maîtres de Paris étoient de ce nombre; et, forcés de fermer leurs bou-

tiques, ils le furent encore par les circonstances, d'aller à Versailles recevoir le pain et la viande qu'on y distribuoit, et qu'on distribue encore dans un établissement qui détruit leur existence.

Enfin on s'aperçut qu'un génie destructeur avoit seul présidé à ces manufactures, et on en ordonna la suppression. Celle de Versailles a survécu jusqu'à ce jour. Il en a coûté des sommes immenses au trésor public pour son établissement, et plus encore pour son entretien, parce que ses productions ont été la proie de l'intrigue.

Elle tombe aujourd'hui ; et quelques spéculateurs avides, avant que l'œil sévère de l'économie recherche les canaux par où se sont écoulées des sommes immenses, ont déjà tout disposé, et avec la même profusion de dépense, pour la rétablir à Paris, où elle demanderoit les mêmes frais d'entretien.

Quand les Arquebusiers de Paris n'auroient que le seul motif de concourir à l'intérêt et à l'économie publique, ils se feroient un devoir d'élever la voix, et de représenter au gouvernement, qu'un pareil établissement, sans être ni utile ni nécessaire, ne peut être pour lui que dispendieux : mais ici l'intérêt public se trouve lié à celui d'une classe entière de la société.

Les Arquebusiers de Paris, qui ont déjà tant souffert, dont les propriétés ont été pillées, dévastées, réclament de la justice du Corps Législatif, de venir à leurs secours, en ne permettant pas qu'on leur enlève la dernière ressource qui leur reste pour subsister, et en s'opposant à ce qu'on établisse au milieu d'eux un

THE NEWBERRY LIBRARY CHICAGO

attelier de fabrication et même de réparations d'armes, qui consommeroit leur ruine, alors même qu'il seroit onéreux à l'État.

En vain pour le maintenir voudroit-on alléguer le progrès des arts: celui des armes étoit un de ceux dont la ville de Paris pouvoit justement s'énorgueillir de l'emporter sur toutes les nations par le fini, le goût et la richesse. En effet, où ont été fabriquées ces armes de luxe si admirées autrefois, qui se donnoient en présens aux Puissances étrangères? De quels atteliers sont sortis tant d'objets qui ne cédoient en rien, et qui surpassoient même ce qui sort aujourd'hui de la manufacture de Versailles? Quoi donc! ce que les Arquebusiers de Paris ont fait avec admiration dans un temps, ce que l'on trouve encore chez eux de précieux faute d'acquéreurs, ne peuvent-ils le faire encore aujourd'hui? Et si jamais ils ont dû obtenir protection d'un gouvernement équitable, n'est-ce pas à la suite des crises terribles d'une révolution de sept ans? Toujours les premiers en bute aux mouvemens populaires, ils en sont itérativement devenus les victimes; et, comme si un génie malfaisant s'acharnoit à la ruine de ces artistes renommés jusqu'alors, on élève encore à Paris, et toujours aux frais du gouvernement, un nouvel attelier sous le titre de dépôt de celui de Versailles, mais véritablement destiné à faire même la partie des réparations, et toujours au profit de quelques intrigans. Ainsi le dernier moyen qui restoit pour faire exister tant de familles leur seroit encore enlevé! Non, un tel abus ne peut subsister plus long-temps: le gouvernement ren-

dra les ouvriers à leurs atteliers; il leur rendra leurs travaux, leurs moyens de subsistance qui leur ont été enlevés; le gouvernement, on peut le dire, acquittera sa dette envers eux.

Après avoir démontré que la manufacture d'armes de Versailles est inutile et onéreuse à l'État, on n'entrera point dans l'examen de son administration intérieure; au premier coup d'œil, on en seroit effrayé; on y rencontreroit qu'abus, que dilapidations; on reconnoîtroit par-tout la conduite d'un directeur absolument despote, qui, bien convaincu qu'un établissement aussi monstrueux ne peut subsister sous un gouvernement sage, veut au moins, tant qu'il existe, en tirer le parti le plus avantageux pour lui: on en peut juger par ses dépenses scandaleuses, ses chevaux, ses voitures, ses acquisitions, et sur-tout en comparant ce qu'il est avec ce qu'il fut.

Ainsi, de quelque manière qu'on envisage cet établissement, comme celui qu'on établit encore à Paris, on ne peut les laisser subsister; ils doivent être fermés, et les ouvriers rendus au commerce qui les réclame.

Signés *Dupré. Prevoteau* le jeune. *Pochard. Fillon. Peniet. Tonnelier. Arlot. Raye. Pirnet. Allevin* père. *Allevin* fils. *Perret. Imbert. Grandjean. Rives. Gauny. Cazes. Fatout. Prevoteau* l'aîné. *Le Page. Barbey. La Bosse. Zeller. Hérisson. Villeneuve.*